

**Mémoire déposé au
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**

**Dans le cadre de l'audience publique sur les enjeux que soulèvent
l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste
dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent**

**MRC de Rouville
Mai 2014**

Table des matières

Introduction

1. Portrait sommaire de la MRC de Rouville.....	2.
2. Préoccupations en matière d'exploration et d'exploitation gazière.....	3.
3. La protection des sources d'eau potable.....	5.
4. La cohabitation harmonieuse des activités.....	6.
5. La protection du territoire et des activités agricoles.....	9.
6. Une avenue à explorer pendant le moratoire.....	9.

Conclusion

Introduction

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement tient une audience publique sur les enjeux que soulèvent l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent. L'exploration et l'exploitation du gaz de schiste comprend les activités de forage, les opérations de fracturation et les essais d'injectivité destinés à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste.

L'insertion des activités d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste dans un territoire comme celui de la MRC de Rouville pourrait avoir des conséquences non négligeables en matière d'aménagement du territoire, notamment sur le milieu naturel, le paysage, les usages existants et les infrastructures municipales. La principale responsabilité de la MRC étant l'aménagement du territoire, la MRC de Rouville se sent donc interpellée par l'audience publique sur les enjeux que soulèvent l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent.

C'est dans ce contexte et avec l'objectif d'enrichir le débat que la MRC de Rouville soumet au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement le présent mémoire.

1. Portrait sommaire de la MRC de Rouville

Le territoire de la MRC de Rouville, d'une superficie de 485 km², est situé à environ 35 km à l'est de l'île de Montréal dans la région administrative de la Montérégie. Son territoire s'étend, du nord au sud, des monts Rougemont et Yamaska jusqu'à environ 5 km au sud de l'autoroute des Cantons de l'Est (autoroute 10). D'est en ouest, il s'étend du mont Yamaska jusqu'à la rivière Richelieu, laquelle constitue la limite ouest du territoire de la MRC.

Les monts Yamaska et Rougemont caractérisent les paysages de la MRC de Rouville. C'est aussi au pourtour de ces monts que l'on retrouve une forte concentration d'activités agrotouristiques gravitant autour de la pomiculture.

En 2011, la population de la MRC atteint 35 690¹ personnes réparties sur le territoire des huit municipalités qui la composent. La zone agricole et la partie exploitée à des fins agricoles couvrent respectivement 96 % et 82 % de la superficie totale du territoire de la MRC, ce qui confirme le caractère rural et surtout agricole de la MRC de Rouville.

Malgré son caractère rural, les deux municipalités de la MRC les plus à l'ouest, soit Richelieu et Saint-Mathias-sur-Richelieu, sont comprises dans le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal. De plus, la Ville de Marieville, qui est la plus peuplée de la MRC avec 10 094 citoyens (2011), a connu une forte croissance démographique au cours des dernières années.

Les municipalités régionales de comté (MRC) regroupent les municipalités d'un même territoire d'appartenance. Elles ont été créées pour répondre à un besoin de concertation et de collaboration régionale en vue de solutionner les problèmes d'aménagement du territoire qui débordent les limites administratives et les champs de compétence des municipalités locales.

La MRC de Rouville, constituée en janvier 1982, exerce les pouvoirs et responsabilités que la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* et le *Code municipal du Québec* attribuent aux MRC. Suite à l'acquisition de compétences effectuée conformément au *Code municipal du Québec* et à la *Loi sur les compétences municipales*, les responsabilités de la MRC se sont étendues depuis 1991 à d'autres domaines d'intervention. Ainsi, la MRC de Rouville s'implique aujourd'hui dans des domaines tels que la gestion des matières résiduelles, l'aménagement et la gestion d'un parc régional et la

¹ Statistique Canada, Recensement de 2011.

prévention en matière de sécurité incendie. Ces nouvelles responsabilités reflètent l'implication de l'ensemble des intervenants municipaux et régionaux à la concrétisation des orientations et des objectifs de la MRC de Rouville.

2. Préoccupations en matière d'exploration et d'exploitation gazière

En mars 2010, le conseil de la MRC de Rouville est mis au courant que des activités d'exploration gazière sont en cours sur le territoire de l'une de ses municipalités. Au cours des mois qui suivent, les questions et commentaires formulés par les citoyens lors d'assemblées publiques pressent le conseil de la MRC de définir une position régionale en matière d'exploration et d'exploitation gazière et de la soumettre au Gouvernement du Québec.

En novembre 2010, la MRC adopte un mémoire qu'elle présente par la suite au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) dans le cadre des audiences relatives au développement durable de l'industrie des gaz de schiste au Québec. L'une des demandes de la MRC concerne alors « la mise en place d'un moratoire sur l'exploitation des gaz de schiste ». Les préoccupations soulevées dans le mémoire de 2010 sont, pour la plupart, toujours d'actualité pour les citoyens, les groupes environnementaux et les municipalités de la MRC et ce, principalement à l'égard des outils réglementaires dont le monde municipal et le gouvernement du Québec disposent à l'heure actuelle.

Suite à la tenue des audiences publiques relatives au développement durable de l'industrie des gaz de schiste au Québec, le Gouvernement du Québec met en place des mesures pour favoriser plus de transparence et exercer davantage de contrôle concernant les activités d'exploration et d'exploitation gazière. Ainsi, pour effectuer un forage destiné à rechercher ou à exploiter du pétrole ou du gaz naturel dans le schiste, un demandeur doit :

- obtenir un certificat d'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC);
- tenir une séance d'information et de consultation publique par le promoteur dans la communauté d'accueil (à la suite de cette consultation, la municipalité fournit son avis au ministre);
- transmettre, quatre fois par année, des renseignements ciblés à la direction régionale concernée du ministère.

De plus, un projet de règlement provincial sur le prélèvement des eaux et leur protection² a été soumis à une consultation publique en 2013. Il devrait permettre notamment d'introduire des normes applicables aux installations et aux travaux de forage et de fracturation.

Le comité de l'Évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur le gaz de schiste a livré récemment son rapport³. Celui-ci offre une vue d'ensemble des effets anticipés de cette industrie, elle est donc très utile pour comprendre et documenter les impacts sociaux, environnementaux et économiques du développement du potentiel gazier du Québec. Il permet également de déterminer la pertinence de développer cette industrie dans le contexte de la Politique énergétique du Québec.

Sur le territoire de la MRC de Rouville, le développement de la filière gazière pourrait permettre de créer de la richesse et une activité économique intéressante pour les citoyens, les municipalités et tout le Québec. Cependant, cela pourrait aussi générer des inconvénients ou des impacts que nulle « retombée économique » ne pourrait contrebalancer. En effet, l'exploitation de cette richesse engendre des coûts et notre volonté à vouloir faire vite pourrait s'avérer plus coûteuse. Nous estimons que nous aurions beaucoup à gagner en prenant le temps d'évaluer davantage la situation afin d'éviter de commettre des erreurs aux conséquences dramatiques.

Au fil des ans, la MRC s'est donnée en matière d'aménagement et de développement les principaux objectifs suivants :

- protéger les nappes d'eau souterraine considérées à risque ou vulnérables;
- protéger les sources d'alimentation en eau potable existantes et potentielles;
- améliorer la qualité des eaux de surface en limitant l'impact des polluants d'origine agricole, domestique et industrielle;
- favoriser le développement durable de l'agriculture en zone agricole et préserver ses principales ressources que sont l'eau et le sol;
- s'assurer d'une cohabitation harmonieuse des activités agricoles et non agricoles sur l'ensemble du territoire;
- préserver les paysages offerts par les montérégiennes, le milieu rural et le couloir des principales rivières;
- mettre en valeur les principales composantes du potentiel récréotouristique que sont les paysages, les milieux naturels et les ensembles d'intérêt patrimoniaux.

² <http://www.mddefp.gouv.qc.ca/eau/prelevements/reglement-prelevement-protection/index.htm>

³ <http://ees-gazdeschiste.gouv.qc.ca/>

Ces objectifs sont étroitement liés aux préoccupations du conseil de la MRC relativement à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans un territoire comme celui de la MRC de Rouville. Ces préoccupations sont regroupées sous les thèmes suivants :

- la protection des sources d'eau potable;
- la cohabitation harmonieuse des activités;
- la protection du territoire et des activités agricoles.

3. La protection des sources d'eau potable

L'approvisionnement en eau potable est une des principales préoccupations du conseil de la MRC et des municipalités qui la composent. Comment pourrait-il en être autrement puisque l'eau constitue l'une des bases naturelles de la vie?

À ce sujet, mentionnons qu'environ 60 % des citoyens de la MRC sont alimentés en eau potable à partir de prises situées dans les rivières Richelieu et Yamaska, les autres citoyens étant alimentés en eau potable provenant de puits artésiens.

La qualité des eaux de surface, en amont des prises d'eau potable implantées dans les rivières Richelieu et Yamaska, a évidemment une incidence sur le traitement de l'eau pour des fins de consommation humaine. Plus l'eau est impropre à la consommation, plus il sera difficile et coûteux de traiter cette eau. Il en découlera également une perte ou une restriction des usages et des activités récréatives reliés à l'eau.

La qualité de l'eau de surface demeure un enjeu important pour la MRC de Rouville et les efforts à consentir impliquent d'intervenir en amont du bassin et à l'égard d'activités différents qui génèrent ou peuvent générer une pollution ponctuelle ou diffuse.

Sous la surface du territoire de la MRC de Rouville, les nappes aquifères présentent par endroits un très bon potentiel hydrogéologique. Ces nappes se localisent principalement au pourtour des monts Rougemont et Yamaska ainsi qu'au sud-ouest du noyau urbain de la ville de Saint-Césaire. La plupart des puits municipaux exploitent des aquifères granulaires tandis que les puits privés exploitent principalement l'aquifère de roc.

L'utilisation actuelle des nappes d'eau souterraine, ou leur utilisation probable compte tenu d'une demande en eau potable qui ne cesse de croître, oblige la MRC

à accorder une attention particulière à la protection des réserves d'eau potable. Les besoins croissants en eau provenant à la fois de l'industrie, du développement urbain et de l'agriculture font en sorte que certaines municipalités de la MRC ont du mal à suffire à cette demande croissante. Des 3,5 millions de m³ d'eau souterraine consommés par année sur le territoire de la MRC de Rouville, plus de 40 % de cette quantité est utilisée par le secteur industriel. Le secteur résidentiel et le secteur agricole représentent respectivement 40 % et 20 % de cette quantité consommée.

Les sources de contamination des eaux souterraines sont soit d'origine ponctuelle (fuites de réservoirs ou de fosses, déversements industriels) ou soit d'origine diffuse (certains pesticides, engrais, sels de déglacage, etc.). La réduction des risques de contamination diffuse ou potentielle des nappes d'eau souterraines alimentant des milliers de résidents du territoire de la MRC demeure donc une priorité.

Les efforts à fournir pour protéger les aquifères régionaux varient en fonction de leur vulnérabilité qui est dictée par la topographie, la pédologie et la géologie entourant l'aquifère. Sur le territoire de la MRC, cette vulnérabilité varie de faible à élevée. Afin d'assurer une protection adéquate des aquifères, une attention particulière doit être accordée à la fois au contrôle des activités risquant de les polluer ainsi qu'à l'aménagement des secteurs plus vulnérables à la pollution.

Les activités d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste constituent des risques de contamination des nappes d'eau souterraines et, dans une moindre mesure, des eaux de surface. Dans ces circonstances, avant de permettre ces activités, la MRC est d'avis que le Gouvernement du Québec doit mettre en vigueur et en application les dispositions du règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection. Ce règlement a notamment pour objet d'introduire des normes applicables aux installations destinées à rechercher ou à exploiter du pétrole, du gaz naturel, de la saumure ou un réservoir souterrain. Ces normes encadrent la réalisation des sondages stratigraphiques, des travaux de forage et des opérations de fracturation. Il assure également un certain suivi de la qualité des eaux souterraines.

4. La cohabitation harmonieuse des activités

Le Règlement sur le pétrole, le gaz naturel et les réservoirs souterrains, qui découle de la *Loi sur les mines*, impose une distance minimale à respecter entre l'exécution d'un levé géophysique ou le forage d'un puits et certains équipements, infrastructures ou

autres éléments. À cet effet, il est utile de reproduire les articles 6 et 22 de ce règlement pour connaître l'étendue des éléments protégés et les distances minimales à respecter.

« 6. Le titulaire de permis de levé géophysique doit, lors de l'exécution d'un levé géophysique, éviter de placer la source d'énergie à une distance inférieure à:

- 1° 30 m d'un chemin de fer;
- 2° 10 m d'une borne d'arpentage;
- 3° 100 m d'un pipeline de surface ou 75 m d'un pipeline enfoui appartenant à un tiers;
- 4° 120 m d'un puits de pétrole ou de gaz naturel appartenant à un tiers;
- 5° 200 m d'un puits d'eau ou d'un aqueduc;
- 6° 200 m d'un bâtiment, d'une ligne à haute tension et d'un ouvrage souterrain;
- 7° 100 m d'un cimetière.

22. Le titulaire de permis de forage de puits ne peut forer un puits:

- 1° à moins de 100 m d'un chemin public au sens du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2), d'un chemin de fer, d'un pipeline, d'une ligne électrique à haute tension de plus de 69 000 volts, de toute habitation ou édifice public; toutefois, pour les fins d'un réservoir souterrain artificiel ou d'un forage dont la profondeur n'excède pas 15 m sous la couche de sédiments non consolidés, la distance peut varier de 50 à 100 m;
- 2° à moins de 100 m des limites de la superficie de terrain visé par le permis de recherche ou le bail d'exploitation sur lequel s'effectue le forage d'un puits ou à moins de 400 m lorsque le puits est situé en territoire submergé;
- 3° sur terre, à moins de 100 m de la ligne des hautes eaux toutefois, pour les fins d'un réservoir souterrain artificiel ou d'un forage dont la profondeur n'excède pas 15 m sous la couche de sédiments non consolidés, la distance peut varier de 50 à 100 m;
- 4° en territoire submergé, à moins de 1 000 m de la ligne des hautes eaux en milieu marin ou à moins de 400 m de la ligne des hautes eaux dans le fleuve Saint-Laurent;
- 5° à moins de 1 000 m d'un aéroport;
- 6° au sein de l'aire d'alimentation d'une installation de captage d'eau souterraine établie conformément à l'article 25 du Règlement sur le captage des eaux souterraines (chapitre Q-2, r. 6) édicté en vertu de

- la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) et alimentant en eau potable un système d'aqueduc exploité par une municipalité;
- 6.1° à moins de 200 m d'une installation de captage d'eau souterraine alimentant en eau potable un établissement d'enseignement, un établissement de santé et de services sociaux, un système d'aqueduc exploité par une municipalité ou un système d'aqueduc privé desservant en majorité des résidences privées;
- 7° à moins de 1 600 m de tout réservoir souterrain existant à l'égard duquel il ne détient aucun droit. »

La MRC espère que l'émission d'un certificat d'autorisation de la part du MDDELCC doit également, et en toute logique, contraindre le demandeur qui désire exercer des activités d'exploration et d'exploitation gazière à respecter des normes qui assurent, un tant soit peu, une certaine cohabitation harmonieuse avec les activités avoisinantes. Toutefois, la MRC s'interroge sur l'existence d'autres mesures. Le niveau de connaissance et de compétences de la MRC en matière de contrôle des activités d'exploration et d'exploitation gazière étant très limité, il existe peut-être d'autres dispositions législatives ou réglementaires qui régissent, limitent ou interdisent ces activités.

Quoi qu'il en soit, si ces dispositions ou mesures se limitent essentiellement aux dispositions précédemment énumérées, celles-ci sont, de l'avis de la MRC, nettement insuffisantes pour assurer une cohabitation harmonieuse avec les autres usages du territoire. Qu'en est-il exactement de la protection accordée aux résidences, aux activités agricoles, aux usages récréatifs, aux ensembles patrimoniaux, aux paysages, aux activités agrotouristiques, aux milieux humides, aux territoires d'intérêt écologiques? Par expérience, la MRC de Rouville peut aussi affirmer que pour l'exploitation des gaz de schiste comme pour d'autres types d'usages contraignants, la sensibilité d'un territoire et des activités qui s'y trouvent sont différentes et variables en fonction de ses particularités.

Ainsi, de l'avis de la MRC de Rouville, la question relative à la cohabitation harmonieuse des activités ou usages doit indubitablement faire l'objet d'une réflexion impliquant les principaux organismes responsables de l'aménagement du territoire, à savoir le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), les Communautés métropolitaines, les MRC et les municipalités locales. Cette réflexion nécessite évidemment un temps pour l'acquisition de connaissances, la réflexion, la concertation et la conciliation des choix.

5. La protection du territoire et des activités agricoles

L'agriculture constitue sans nul doute la vocation première du territoire de la MRC de Rouville. La superficie du territoire de la MRC située en zone agricole atteint 96 % et la portion cultivée de cette zone agricole avoisine les 70 %. Cette vocation repose sur la présence de conditions favorables (sols, relief, climat, proximité des marchés) au développement d'une agriculture prospère. Elle est également soutenue par plusieurs commerces de produits agricoles ou nécessaires aux pratiques agricoles et par une industrie des aliments et boissons très importante qui nécessite une quantité d'eau potable très appréciable dont l'entreprise Industries A. Lassonde inc. située à Rougemont.

L'agriculture est donc très fortement inscrite dans le milieu rural de la MRC et elle est considérée dynamique sur la grande majorité du territoire rural de la MRC. Dans ce milieu rural, l'agriculture doit toutefois composer avec des territoires d'intérêt écologique, des espaces à vocation urbaine au pourtour de noyaux urbains, des développements isolés de type urbain, des espaces utilisés à des fins récréatives ainsi que des sites d'extraction.

L'insertion d'usages autres qu'agricoles ainsi que le phénomène de l'étalement urbain préoccupent déjà beaucoup la MRC dans le contexte où elle doit prioriser les activités agricoles en zone agricole et souhaite, par le biais d'un Plan de développement de la zone agricole en cours d'élaboration, les mettre en valeur et favoriser leur développement. Ainsi, l'ajout d'activités de forage, d'opérations de fracturation et d'essais d'injectivité destinés à rechercher ou à exploiter du gaz naturel dans le schiste ne feraient qu'ajouter une pression supplémentaire sur l'agriculture.

La MRC de Rouville croit qu'une réflexion impliquant les principaux organismes responsables en matière d'aménagement du territoire (y compris l'UPA) doit être faite, surtout dans le contexte où la MRC doit prioriser le développement des activités agricoles sur son territoire.

6. Une avenue à explorer pendant le moratoire

L'article 246 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* empêche les municipalités, les MRC et les communautés métropolitaines de restreindre de quelque façon que ce soit les projets visant l'exploitation du sous-sol. Cet article stipule :

« Aucune disposition de la présente loi, d'un plan métropolitain, d'un schéma, d'un règlement ou d'une résolution de contrôle intérimaire ou d'un règlement de zonage, de lotissement ou de construction ne peut avoir pour effet d'empêcher le jalonnement ou la désignation sur carte d'un claim, l'exploration, la recherche, la mise en valeur ou l'exploitation de substances minérales et de réservoirs souterrains, faits conformément à la Loi sur les mines.

Le premier alinéa ne vise pas l'extraction de sable, de gravier ou de pierre à construire sur des terres privées où, en vertu de la Loi sur les mines, le droit à ces substances minérales appartient au propriétaire du sol.» (Art 246, LAU)

La MRC de Rouville et les municipalités qui la composent se trouvent donc dépourvues de toute mesure qui permettrait de baliser les activités d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste de manière à ce qu'elle s'effectue de façon cohérente et harmonieuse avec les autres usages du territoire.

La MRC de Rouville exprime une fois de plus son souhait à l'effet que le Gouvernement du Québec:

1. modifie ou abroge l'article 246 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*;
2. adopte des orientations gouvernementales (en matière d'aménagement) afin de permettre aux MRC d'exercer pleinement leurs compétences en matière d'aménagement du territoire. Les orientations gouvernementales relatives au développement de l'énergie éolienne pourraient servir de modèle. Cela permettrait aux MRC de créer un cadre normatif adapté à leur réalité en conformité aux orientations gouvernementales définies. Le respect de ces orientations serait assuré par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire dans le cadre de l'application de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*;
3. modifie, le cas échéant, la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* afin que les autorités locales soient adéquatement outillées.

Conclusion

L'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica préoccupe toujours la population et les municipalités du territoire de la MRC de Rouville, malgré les efforts déployés par le gouvernement pour encadrer cette industrie. Pour le conseil de la MRC, il y a lieu de maintenir le principe de précaution avant de se lancer dans le développement de l'exploitation du gaz naturel contenu dans le schiste.

L'implantation des activités d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica dans les basses-terres du Saint-Laurent, compte tenu des conséquences non négligeables qu'ils peuvent entraîner dans leur environnement, soulève encore plusieurs questions dont celles relatives à :

- la protection des sources d'eau potable;
- la cohabitation harmonieuse des activités;
- la protection du territoire et des activités agricoles.

Enfin, la MRC de Rouville désire remercier le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et le Gouvernement du Québec de lui permettre d'exprimer ses préoccupations en matière d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent.